



A l'attention de Monsieur Laurent Fabius,
Ministre des Affaires étrangères français

Paris, 15 octobre 2012

Objet: Lettre ouverte à Laurent Fabius sur la situation des droits de l'Homme en Ouzbékistan

Monsieur le Ministre,

A l'occasion de votre rencontre ce mardi 16 octobre avec M. Abdulaziz Kamilov, ministre des affaires étrangères ouzbek, nous vous appelons à exiger le respect des droits de l'homme en Ouzbékistan, ainsi que la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques

Aujourd'hui sont notamment détenus en prison les défenseurs des droits de l'Homme, journalistes, opposants politiques et représentants religieux suivants : Solijon Abdurakhmanov, Mukhammed Begjan, Ruhiddin Fahriddinov, Azam Formonov, Isroiljon Holdarov, Abdurasul Hudoyazarov, Nasim Isaqov, Gaybullo Jalilov, Murod Juraev, Mamadali Mahmudov, Ganihon Mamathonov, Zafarjon Rahimov, Yuldosh Rasulov, Dilmurod Saidov, Agzam Turgunov.

Nos organisations souhaitent rappeler que, malgré les déclarations répétées du gouvernement ouzbek, aucune amélioration en matière de droits de l'homme n'a été constatée dans le pays ces dernières années.

La situation des droits fondamentaux est désastreuse. La torture demeure endémique. La liberté d'expression est très sévèrement limitée. L'impunité perdure à la suite du massacre d'Andijan, où des centaines de manifestants pacifiques ont été tués lors d'une répression violente menée par le régime en 2005.

.../...

Sous couvert de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, la répression continue de s'exercer de façon implacable à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, des avocats indépendants, des journalistes, des opposants politiques et des membres de groupes musulmans indépendants. Ils sont arrêtés, torturés et condamnés à de lourdes peines de prison à l'issue de procès iniques pour avoir défendu des droits fondamentaux, pour avoir critiqué la politique gouvernementale ou pour avoir pacifiquement exercé leur religion. Dans le silence de la communauté internationale, le régime supprime toute voix dissidente.

Les intérêts de la France et de ses partenaires européens en Ouzbékistan relèvent de considérations économiques liées à l'énergie et aux ressources naturelles, ainsi que de considérations stratégiques en lien avec la situation afghane. Il est cependant indispensable que la France fasse entendre sa voix et condamne les violations des droits de l'Homme commises dans le pays en appelant l'Ouzbékistan à se conformer à ses obligations internationales.

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT)

Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH)

Association internationale de défense des droits de l'Homme "Club des Coeurs ardents"

Association Droits de l'Homme en Asie Centrale (AHRCA)